Les Tessinoises et Tessinois ont confiance dans le gouvernement suisse même s'ils ne sont pas représentés au Conseil fédéral

Lukas Lauener, Franziska Ehrler, Anke Tresch
14th September 2017



L'absence de la Suisse italienne du Conseil fédéral et les positions parfois divergentes du peuple tessinois lors de votations fédérales, ne semblent pas se répercuter négativement sur la confiance que les Tessinoises et Tessinois accordent au gouvernement. Aussi fort qu'en Suisse alémanique et en Romandie, le degré de confiance, au Tessin, est même parfois légèrement au-dessus de la moyenne. Tels sont les résultats d'une analyse menée par la Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales (FORS), à Lausanne.

Deutsche Version / Versione italiana

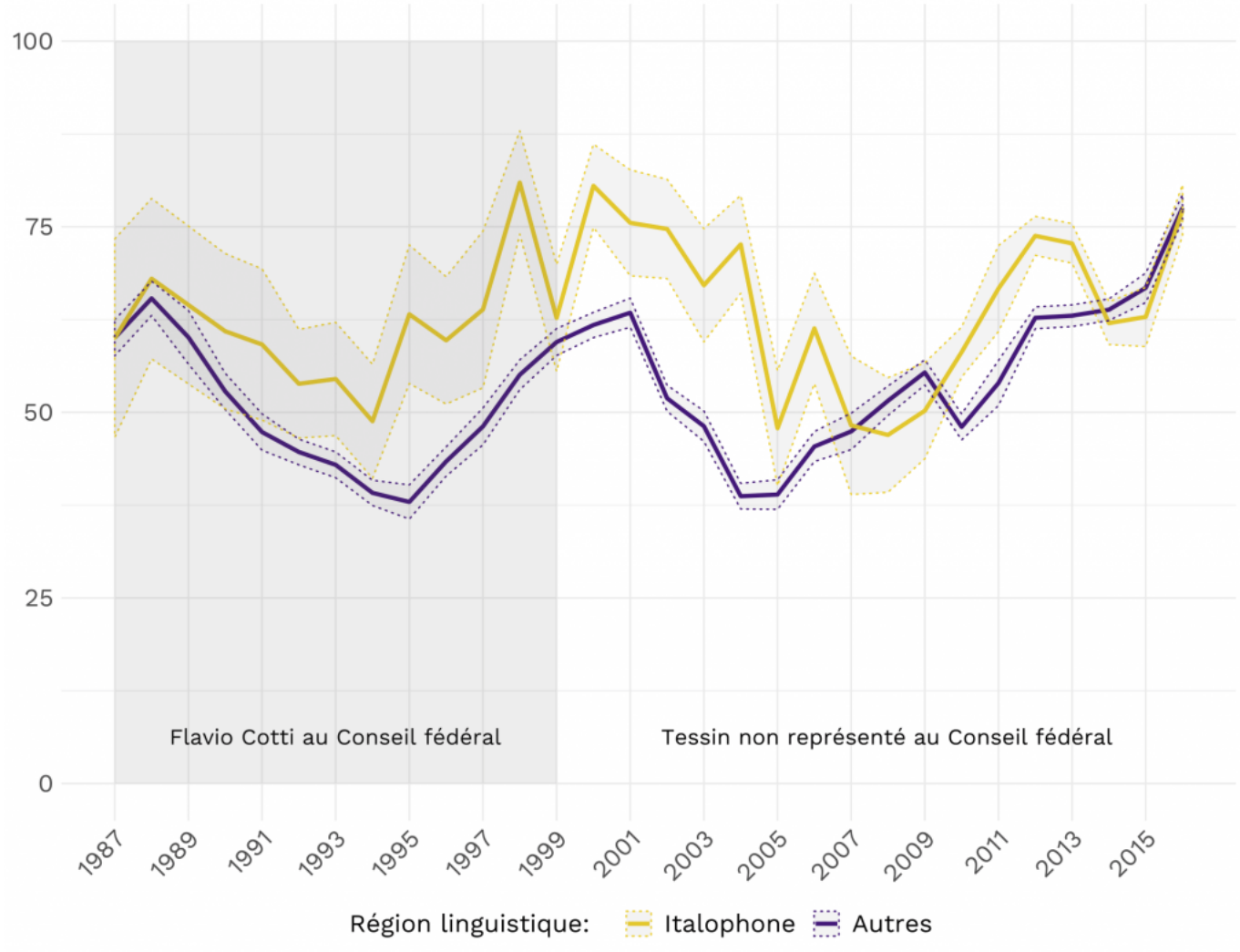
Lors de l'élection au Conseil fédéral du 20 septembre 2017 se posera à nouveau la question de la représentation appropriée des régions linguistiques

au sein de l’exécutif. L’implication des minorités linguistiques est en Suisse une tradition. Non seulement elle est importante pour la cohésion du pays, qui se caractérise par sa diversité culturelle, mais elle est également une condition à la concordance. En outre, depuis 1999, la Constitution fédérale prescrit une représentation équitable des diverses régions et communautés linguistiques au Conseil fédéral.

Forte confiance envers le Conseil fédéral au Tessin

En général, on peut supposer que les électrices et électeurs se sentent mieux représentés lorsqu’une personne de leur propre région a un siège au gouvernement. Pourtant, à cet égard, l’analyse du niveau de confiance envers le gouvernement, sous l’angle des régions linguistiques, donne des résultats surprenants. Bien que le Tessin n’ait plus été représenté au Conseil fédéral depuis 18 ans, le niveau de confiance des citoyennes et citoyens de la Suisse italienne, envers le Conseil fédéral, est généralement aussi élevé – et souvent même un peu plus – que celui de leurs concitoyennes et concitoyens germanophones et francophones.

Graphique: Part de personnes interrogées ayant confiance dans le Conseil fédéral (en %)



Source: Voxit, présentation originale

Le niveau de confiance envers le gouvernement suit la même tendance en Suisse italienne que dans le reste de la Suisse. Dans le graphique ci-dessus, de part et d'autre des courbes décrivant le niveau de confiance envers le Conseil fédéral sont également représentées les marges d'incertitude correspondantes. Sur les 30 années qu'embrasse la période de mesure, la confiance envers le gouvernement a été, pendant 15 ans, significativement plus forte au Tessin que dans le reste de la Suisse. Cette observation se rapporte aux années durant lesquelles les plages d'incertitude, ombrées, ne se recouvrent pas.

De 1987 à 1999, Flavio Cotti (PDC) a été le dernier en date des Tessinois ayant siégé au Conseil fédéral. Durant ces douze années, la Suisse italienne a affiché, sans interruption, un degré de confiance envers le gouvernement légèrement supérieur à la moyenne. Malgré une brève rupture en 1999, année du départ de Cotti, la confiance de la minorité italophone s'est rétablie relativement rapidement puis s'est maintenue ensuite à des niveaux généralement supérieurs à la moyenne.

Différences fréquentes entre le Tessin et les autres cantons lors des votations fédérales

Il est étonnant de constater que le Tessin, en dépit de sa longue absence du Conseil fédéral, indique à l'égard du gouvernement suisse une confiance tout aussi forte que le reste de la Suisse, et souvent même encore plus forte. Cette constatation mérite encore d'être notée pour une raison supplémentaire. Le Tessin fonctionne différemment: voici ce que l'on entend parfois à l'issue de votations fédérales, lorsque le résultat du scrutin, au Tessin, diverge par rapport au reste de la Suisse. Dans le domaine de la politique sociale, par exemple, le Tessin a souvent été minorisé lors de votations populaires. On peut citer, à cet égard, le projet de loi fédérale sur l'assurance-maternité (1999), celui de l'abaissement de l'âge de la retraite (2000) et celui de l'augmentation des rentes AVS (2016) qui, tous, ont été approuvés par le peuple tessinois mais ont été rejetés à une très forte majorité par le reste de la Suisse.

Dans le domaine de la politique extérieure également, les Tessinoises et Tessinois indiquent souvent une position qui diverge de celle de la majorité au niveau national. Le canton a rejeté les accords bilatéraux avec l'Europe en l'an 2000, l'adhésion à l'ONU en 2002 ainsi que l'extension de la libre circulation des personnes en 2005 et en 2009. Tout récemment, le peuple tessinois a voté dans le même sens que les autres cantons, par rapport à des objets concernant la politique des étrangers et de l'asile mais, cette fois-ci, à une plus forte majorité que dans le reste de la Suisse. Avec un taux d'acceptation de 68%, il est le canton qui a le plus soutenu l'initiative "Contre l'immigration de masse".

L'important scepticisme vis-à-vis des étrangers et de l'immigration, au Tessin, est lié au fait que le canton est affecté plus que d'autres par certains défis politiques actuels tels que la crise migratoire, la problématique des frontaliers et le dumping salarial. Le Tessin doit également à sa situation géographique certains sujets politiques délicats. Durant la campagne de votation sur la construction d'un deuxième tube au St-Gothard, le risque de se voir isolé du réseau routier national pendant la

réfection du tunnel existant, a été, pour le Tessin, l'un des principaux arguments pesant en faveur du projet.

La représentation au Conseil fédéral ne semble pas se répercuter sur la confiance envers le gouvernement

Malgré leur opinion souvent minoritaire et en dépit du fait qu'ils ne sont pas représentés au Conseil fédéral, les citoyennes et citoyens italophones ont confiance dans le gouvernement suisse. Les enquêtes à l'issue de futures votations fédérales montreront dans quelle mesure ce niveau de confiance sera influencé par l'éventuelle élection du Tessinois Ignazio Cassis au Conseil fédéral. Vu l'évolution de ces 30 dernières années, il est toutefois peu probable que cette éventuelle élection puisse avoir une influence majeure sur la confiance des Tessinoises et Tessinois à l'égard du gouvernement.

Données

Depuis plus de 30 ans, la confiance du peuple suisse dans le gouvernement fait l'objet d'enquêtes ("enquêtes VOTO", anciennement intitulées "enquêtes VOX") à l'issue de votations fédérales. L'analyse de cette question apporte de précieuses informations sur l'opinion des citoyennes et citoyens à l'égard du gouvernement.

Données:

Les données du Voxit comprennent tous les résultats des enquêtes VOX. Ces enquêtes ont été effectuées à l'issue de 297 votations, au total, depuis 1981 jusqu'à 2016. Les Tessinoises et Tessinois ont été systématiquement interrogés à partir de 1987, raison pour laquelle la comparaison entre les différentes régions linguistiques n'est possible que depuis cette année.

Question:

Dans le cadre des enquêtes VOX, la confiance dans le gouvernement a été recensée en demandant aux personnes interrogées laquelle des deux positions suivantes se rapprochait le plus de la leur:

Réponse n°1: Je peux généralement me fier au gouvernement du Palais fédéral. Il agit en toute connaissance de cause et en toute bonne conscience, pour le bien de tous.

Réponse n°2: Au Palais fédéral, de plus en plus de décisions sont prises contre le peuple, de moins en moins pour le peuple. Le gouvernement ne connaît plus nos préoccupations.

Pour plus d'informations: Lukas Lauener, Fors: +41 (0)21 692 46 71

Foto: Lugano, Piazza Riforma